

Questions au Feuilleton

Les signataires demandent donc au Parlement de se dissoudre pour permettre aux Canadiens d'accepter ou de rejeter l'accord proposé dans le cadre d'élections générales.

• (1110)

ON APPUIE LE PROJET DE LOI C-54

M. Geoff Wilson (Swift Current—Maple Creek): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter deux pétitions. La première est signée par des habitants de Swift Current, en Saskatchewan, et elle concerne le projet de loi C-54, qui interdit la production, la vente, la location et la distribution de matériel pornographique.

Les pétitionnaires craignent que les pressions exercées par différents groupes minoritaires permissifs n'incitent le gouvernement à diluer ce projet de loi.

Les signataires prient donc humblement le Parlement d'appuyer le projet de loi C-54 et de l'adopter sans modifications pouvant l'affaiblir, car ils estiment que le projet de loi protège la dignité de l'individu, particulièrement des femmes et des jeunes qui sont les plus susceptibles d'être exploités dans ce domaine.

L'ÉTALEMENT DU REVENU

M. Geoff Wilson (Swift Current—Maple Creek): Monsieur le Président, la deuxième pétition est signée par des habitants du sud-ouest de la Saskatchewan qui font remarquer que, depuis de nombreuses années, les agriculteurs et les pêcheurs ont le droit d'étaler leur revenu sur plusieurs années et que, le 16 décembre 1987, le ministre a révélé son intention de supprimer ce droit.

Les pétitionnaires demandent donc au Parlement de prendre les mesures nécessaires pour que les agriculteurs et les pêcheurs puissent continuer d'étaler leur revenu sur plusieurs années, comme l'a recommandé le comité permanent des finances et des affaires économiques dans son *Rapport sur le Livre blanc de la réforme fiscale (Première étape)*.

OPPOSITION AU TRANSPORT DE PLUTONIUM AU-DESSUS DU
NORD DU CANADA

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, j'ai le devoir et l'honneur de présenter, aux termes des dispositions de l'article 106 du Règlement, des pétitions provenant de 175 résidents de Eskimo Point et de Spence Bay, dans les Territoires du Nord-Ouest.

Ces pétitionnaires s'inquiètent des effets que pourrait avoir sur l'environnement et sur la prolifération des armements nucléaires le transport de plutonium au-dessus de la partie septentrionale du Canada.

Par conséquent, les pétitionnaires prient humblement le Parlement canadien de reconnaître le danger de ces vols et d'interdire le transport de plutonium au-dessus de la partie septentrionale du Canada.

LE PROJET D'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de présenter deux pétitions. La première provient de Torontois pour qui l'accord commercial Mulroney-Reagan, conclu entre le Canada et les États-Unis, nuira profondément à la souveraineté économique, culturelle et politique du Canada.

Par conséquent, ils demandent au Parlement canadien d'obtenir un mandat clair de la population, grâce à la tenue d'un débat national sur les solutions de rechange qui s'offrent au Canada, débat qui déboucherait sur des élections fédérales avant que cet accord ne soit mis en oeuvre.

Le seconde pétition provient de citoyens de Moose Jaw, en Saskatchewan, pour qui le gouvernement conservateur n'avait pas le mandat des Canadiens pour conclure un accord de libre-échange avec les États-Unis.

Ils rappellent que le premier ministre (M. Mulroney) s'était engagé, au cours des négociations, à ce que l'accord bilatéral ne compromette pas la souveraineté du Canada.

Par conséquent, ils prient humblement le Parlement de dissoudre les chambres et de donner aux Canadiens la chance d'accepter ou de rejeter l'accord proposé, dans le cadre d'élections fédérales.

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition au nom de certains Canadiens que préoccupe l'accord commercial Canado-américain.

Ils croient que cet accord nuira beaucoup à l'indépendance économique, culturelle et politique de notre pays. Les signataires de cette pétition croient que l'accord de libre-échange entraînera des pertes d'emplois dans plusieurs secteurs particuliers et dans diverses régions du Canada.

Les sousignés demandent donc au Parlement du Canada d'obtenir un mandat non équivoque du peuple canadien, en organisant tout d'abord un débat national sur les autres possibilités offertes au Canada, un débat qui aboutirait à la tenue d'un scrutin national sur cette question.

Cette pétition est signée par beaucoup de Canadiens que cet accord commercial préoccupe au plus haut point.

* * *

[Français]

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. Richard Grisé (secrétaire parlementaire du vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, on répondra aujourd'hui à la question n° 153.